

VILLE de GRASSE

**DÉFINITION STRATÉGIQUE de la
GESTION de la DETTE**

REGLES de GESTION

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION.....	3
II. CRITERES d'IMPORTANCE de la DETTE (Budget Principal)	3
III. NOUVEAUX FINANCEMENTS	3
IV. REAMENAGEMENTS.....	4
V. GESTION de TAUX : INSTRUMENTS AUTORISES	4
• Instruments de gestion de taux autorisés	4
• Règles d'utilisation des instruments de gestion de taux (rappels).....	4
• Classement « Gissler » maximum	4
VI. PARAMÈTRES de GESTION.....	5
• Taux Budget	5
• Durées	5
• Segmentation par types de taux	5
• Dette structurée (« Hors Charte » et « Taux Complexes »)	6
VII. RÈGLES de GESTION	6

I. INTRODUCTION

Le présent document reprend les points essentiels pour cadrer la gestion en application des principes définis dans le cahier de procédures générales.

Ces règles s'appliquent à la gestion de la dette du budget principal.

Il doit être actualisé chaque année.

II. CRITERES d'IMPORTANCE de la DETTE (Budget Principal)

La dette de la ville est qualifiée d'importante (appréciation relative ou absolue) dès lors que l'une ou l'autre des limites suivantes est atteinte ou dépassée. Le même tableau fixe également les niveaux à atteindre pour l'exercice nnnn.

- Critères structurels

	Limites	Niveaux au 31.12.19	Objectifs 31.12.20
Capacité de désendettement (ratio Ville)	12.0 ans	9.1 ans	11.6 ans
En-cours de dette nette / recettes de fonctionnement	110%	118%	121%

Pour le calcul des ratios, l'encours de dette sera diminué de l'aide du Fonds de Soutien (décret du 29.12.15). Il s'agit donc de l'encours de dette nette.

En raison des caractéristiques actuelles du portefeuille de dette, cette dernière est, aujourd'hui, qualifiée d'importante. Les objectifs à moyen terme sont de la ramener progressivement en deçà des seuils.

- Dette dérivée ou structurée (« Hors Charte » et « Taux Complexes »)

	Limites	Niveaux au 31.12.19	Objectifs 31.12.19
En-cours de dette nette dérivée / En-cours de dette totale	≤ 25%	11,98 %	9,25%
En-cours de dette nette dérivée	≤ 25 M€	10.93 M€	8.38 M€

III. NOUVEAUX FINANCEMENTS

- Prévision des besoins

Chaque année, la direction financière prévoit le besoin de financement maximal pour les trois années suivantes dans le cadre d'un plan approuvé par l'exécutif.

- Paramètres de gestion

La direction financière doit s'assurer que le financement maximal prévu couvert par des concours long terme ou des lignes confirmées est compris dans les limites fixées par l'assemblée délibérante.

FINANCEMENT MAXIMUM PREVU (M€)				
Exercice	2020	2021	2022	2023
Financement Maximum Prévu (FMP)	7.50	5.00	5.00	5.00
Plafond (120 % du FMP)	9.00	6.00	6.00	6.00

L'exécutif doit proposer à l'assemblée délibérante un montant prévisionnel d'emprunts nouveaux (hors réaménagements) pour l'année suivante.

IV. REAMENAGEMENTS

En cas de réaménagement d'emprunts anciens dans le but de réduire le risque, la marge appliquée ne pourra augmenter de plus de 100 BP (1 %) le coût de revient de l'emprunt initial.

Les réaménagements d'emprunts anciens, pour d'autres motifs que la réduction du risque, ne devront pas augmenter le coût de revient de l'opération réaménagée.

V. GESTION de TAUX : INSTRUMENTS AUTORISES

• Instruments de gestion de taux autorisés

- Swap de taux (échange de taux variable contre taux fixe ou l'inverse).

Les références de taux variables seront :

- Des taux monétaires : €str et ses dérivés (T4M, TAG, TAM), Euribor. Les taux Libor ne sont pas autorisés ;
- Des taux longs obligataires euro : TEC 10, TMO, TME ou autres taux longs de la zone euro ;
- Des taux de swaps : CMS, CMT.
- CAP simples. Les FLOOR ne sont autorisés qu'en combinaison avec un CAP ;
- CAP à paliers. Les FLOOR à paliers ne sont autorisés qu'en combinaison avec un CAP simple ou un CAP à paliers ;
- COLLAR (ou tunnel : combinaison à l'origine de l'achat d'un CAP et de la vente d'un FLOOR) ;
- Swap avec option implicite ;

Cette liste est limitative. Ainsi, ne sont pas autorisées les structures à effet de levier, les structures de pente de taux, les structures combinant taux et devises ou toute autre opération non listée ci-avant.

• Règles d'utilisation des instruments de gestion de taux (rappels)

- Aucune position de produit dérivé ou structuré ne doit rester ouverte. La souscription de protections est obligatoire. Dans ce cadre, le principe de mise en place systématique de couvertures sous forme de garanties de taux plafond doit être strictement appliqué.
- Le coût des couvertures peut être allégé par des associations de Floors (perte d'opportunité autorisée).

Les achats de CAPS pourront également être financés par des ventes d'options de swap permettant à la contrepartie de repasser la ville à taux fixe.

• Classement « Gissler » maximum

- Classement maximum : C2.

La signification de ce classement est rappelée dans les tableaux ci-dessous (Tableaux des risques « Gissler »).

	Indices sous-jacents
1	Indices zone euro.
2	Indices Inflation française ou inflation zone euro ou écarts entre ces indices.
3	Écarts d'indices zone euro.
4	Indices hors zone euro. Écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro.
5	Écarts d'indices hors zone euro.

	Structures
A	Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (CAP) ou encadré (tunnel).
B	Barrière simple. Pas d'effet de levier.
C	Option d'échange (swaption).
D	Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé.
E	Multiplicateur jusqu'à 5

- Structures autorisées

En dehors de celles autorisées par l'application du point précédent, les seules structures autorisées sont celles qui, adossées à une structure déjà existante dans le portefeuille de dettes, en réduisent le risque au sens II de l'article 32 de la loi du 26 juillet 2013.

« Les collectivités territoriales peuvent déroger aux conditions prévues à l'article L. 1611-3-1 du code général des collectivités territoriales lorsque la souscription d'un emprunt ou d'un contrat financier, par la voie d'un avenant ou d'un nouveau contrat, a pour effet de réduire le risque associé à un emprunt ou un contrat financier non conforme au même article L. 1611-3-1 et qui a été souscrit avant la promulgation de la présente loi.

Dans le cadre de cette renégociation, les établissements de crédit concernés sont tenus de fournir, au plus tard lors de la conclusion du nouveau contrat ou de l'avenant au contrat, un document explicitant la baisse de risque induite par cette renégociation ».

VI. PARAMÈTRES de GESTION

Ces paramètres de structure de dette représentent les objectifs à atteindre dans le portefeuille de dette de la ville. Ils s'appliquent à l'ensemble de la dette.

- **Taux Budget**

Le taux budget permet une estimation des charges financières du budget.

Les composantes du taux budget se détaillent ainsi :

	En portefeuille	Nouveaux
Taux moyen des lignes à taux fixes existantes	3.33%	1.30%
Taux moyen des lignes à taux variables existantes	0.41%	0.90%
Taux moyen des lignes Hors Charte et Complexes	3.22%	-

Ce tableau sera complété par les anticipations relatives à chacun des indices composant les positions structurées.

- **Durées**

	Limites
Durée moyenne du portefeuille d'emprunts	7.25 ans
Durée maximum des emprunts nouveaux de l'année n	25 ans
Durée moyenne des emprunts nouveaux de l'année n	20 ans

- **Segmentation par types de taux**

Cette segmentation intègre tant les instruments classiques que les instruments financiers structurés.

Les niveaux indiqués sont des objectifs.

Nature des taux	Limites (en %)	dont
Taux Fixes	65 %	
Taux flottants ou structurés	35 %	

- **Dettes structurées (« Hors Charte » et « Taux Complexes »)**

- Encours maximum de dette structurée (« Hors Charte » et « Taux Complexes ») : 12 % (par rapport au total du portefeuille de dettes).

Pour cette analyse, les lignes de dette structurée (« Hors Charte » et « Complexes ») sont les positions résultantes des financements structurés seuls, des financements structurés swappés et des emprunts classiques swappés. Dans le cas de ligne swappées, seule la position résultante est à prendre en considération.

- Contrôle des pertes

Le total cumulé des pertes et des gains relatifs à toutes les transactions adossées à un emprunt, effectuées depuis l'origine de l'opération initiale, devra rester inférieur à 1 % du montant notionnel en constatation comptable cumulée.

Cette règle s'applique prioritairement aux nouvelles opérations.

Tout dépassement fera l'objet d'une décision de gestion par l'exécutif.

VII. RÈGLES de GESTION

- En période de taux de niveau peu élevé et dans la perspective d'un maintien de la courbe des taux, les financements nouveaux de 2020 seront prioritairement conclus sur des taux fixes soit sur des taux révisables type Euribor.
- Pour les financements anciens comme pour les financements nouveaux, dans l'objectif de fixer des niveaux de taux longs très avantageux, seront étudiées toutes possibilités de passer à taux fixe les lignes à taux variables. Ces opérations seront conclues soit par usage des dispositions contractuelles, soit par la mise en place de swaps.
 - En l'hypothèse de la mise en place d'un swap, il sera receveur de taux variables et payeur de taux fixes (contre Euribor notamment). Il pourra être à départ décalé.
 - En l'hypothèse d'utilisation des conditions contractuelles, le coût de transformation du taux sera intégré dans le prix de revient résultant. Ce dernier ne pourra majorer de plus de 1 % (100 BP) le taux de revient de l'emprunt initial.
- Toute opportunité de marché sera utilisée pour désensibiliser les structures existantes.

Chaque dossier en cours fera l'objet d'une analyse particulière aux fins de dégager des solutions de désensibilisation envisageables à des coûts acceptables pour la ville.